



COMMUNIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
OTTAWA - CANADA

No. 79

PUBLIER IMMÉDIATEMENT
LUNDI, LE 27 NOVEMBRE 1961

DEUXIÈME CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH SUR L'ÉDUCATION

M. Howard Green, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, annonce aujourd'hui que les gouvernements du Commonwealth ont été invités à participer à la deuxième Conférence sur l'éducation, qui se réunira en janvier 1962 à la Nouvelle-Delhi. Un communiqué semblable est remis à la presse dans les autres capitales du Commonwealth, et diffusé à Londres par le Comité de liaison pour l'éducation dans le Commonwealth. Le jeudi 11 janvier, au matin, la Conférence sera ouverte à Vigyan Bhawan (Nouvelle-Delhi) par M. Jawaharlal Nehru, premier ministre de l'Inde, et présidée par M. K.L. Shrimali, ministre de l'éducation. Le congrès réunira probablement près de 200 délégués, venant de 13 pays du Commonwealth et de divers territoires coloniaux. Les débats se termineront le 25 janvier, mais les participants seront invités à assister le lendemain aux cérémonies du "Jour de la République". L'ordre du jour de la Conférence a été établi conjointement par le Comité de liaison pour l'éducation dans le Commonwealth et par les gouvernements intéressés. En voici le détail:

1. Recueillir et étudier les rapports sur le programme de bourses d'études et de spécialisation et recommander les mesures pouvant en améliorer la mise en oeuvre.

2. Recueillir et étudier les rapports traitant de la formation des enseignants et recommander les mesures pouvant en améliorer la mise en oeuvre.
3. Recueillir et étudier les rapports sur l'envoi d'enseignants dans les divers pays du Commonwealth, où ils donneraient des cours dans les universités et autres établissements d'enseignement, et recommander les mesures pouvant en améliorer la mise en oeuvre.
4. Recueillir et étudier les rapports sur la formation technique, et recommander les mesures pouvant en améliorer la mise en oeuvre.
5. Recueillir et étudier les rapports sur la besogne du Comité de liaison et du Bureau de liaison pour l'éducation dans le Commonwealth, et indiquer l'appareil administratif paraissant indispensable à la future collaboration entre pays du Commonwealth.
6. Examiner l'éventualité d'une collaboration visant à élargir ou à compléter le programme des bourses d'études et de spécialisation en accordant des bourses dans les cas suivants:
 - (a) formation professionnelle de base que les étudiants ne peuvent obtenir dans leur pays d'origine
 - (b) études secondaires et supérieures sanctionnées par un diplôme universitaire dans les universités et collèges offrant des cours aux adultes
 - (c) études de pré-spécialisation dans les collèges techniques

- (d) brefs séjours à l'étranger de pédagogues de rang supérieur
 - (e) voyages
7. Etudier les possibilités d'une collaboration pour le choix de manuels et autres livres d'études, à la lumière des objectifs exposés dans les articles 1 à 4.
 8. Etudier une collaboration possible dans le domaine de l'éducation civique.
 9. Etudier une collaboration possible pour l'éducation dispensée dans les collectivités rurales.
 10. Etudier l'éventualité d'une collaboration pour ce qui a trait aux aspects financiers du développement de l'éducation.
 11. Etudier le principe de la réunion d'une série de conférences d'experts venant des divers pays du Commonwealth, et plus particulièrement pour l'étude des problèmes ci-dessous:
 - (a) Bâtiments scolaires
 - (b) Enseignement des sciences naturelles et des mathématiques
 - (c) emploi de procédés audio-visuels et de la télévision dans les salles de cours

Notes pour la direction des journaux

La première Conférence du Commonwealth sur l'éducation s'est réunie à Oxford en juillet 1959, à la suite d'une initiative prise par le Canada à la Conférence commerciale et économique du Commonwealth, à Montréal, en septembre 1958. Pour soutenir le nouvel élan collectif ainsi mis en branle, les délégués d'Oxford

avaient recommandé la convocation d'une autre Conférence du Commonwealth sur l'éducation, qui passerait en revue les progrès accomplis et préparerait l'avenir.

Le Comité de liaison pour l'éducation dans le Commonwealth a été créé sur la recommandation des représentants à la Conférence d'Oxford. Il doit permettre aux gouvernements intéressés d'étudier de concert les programmes d'aide à l'éducation arrêtés par la Conférence. Cet organisme comprend un délégué de chacun des gouvernements du Commonwealth, un représentant des territoires coloniaux et plusieurs membres cooptés. Il est dirigé par sir Philip Morris (vice-chancelier de l'Université de Bristol) agissant en qualité de président indépendant.

Le programme de bourses d'études et de spécialisation est entré en vigueur en septembre 1960, au début de l'année scolaire. Grâce à lui, on s'est rapproché du but ultime, qui est la présence simultanée dans les diverses universités du Commonwealth de 1,000 boursiers recrutés par roulement, à la cadence de 500 étudiants par an. La première année, le Canada a accueilli 101 boursiers venant de 25 pays ou régions du Commonwealth. A l'heure actuelle près de 200 jeunes gens sont sur les bancs des établissements d'enseignement canadiens. La plupart d'entre eux sont déjà diplômés. La liste des candidats est dressée par des organismes spéciaux de leur pays d'origine, et le choix définitif est confié à un Comité canadien spécialement constitué à cet effet. Tous les boursiers se trouvant

au Canada réussissent très bien dans leurs études, que suivent avec attention les autorités universitaires. Par ailleurs, le Canada a activement contribué à la formation d'enseignants et à leur envoi à l'extérieur, ainsi qu'à l'élaboration de programmes conjoints de formation technique.

Comme le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures l'a annoncé aux Communes le 6 juin 1961, le Canada, toujours attaché aux objectifs du programme du Commonwealth sur l'éducation, va envoyer à la deuxième Conférence une délégation dont la composition sera annoncée à une date ultérieure.